



GFL ENVIRONMENTAL INC. RAPPORT DE GESTION

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

Le rapport de gestion qui suit (le « **rapport de gestion** ») de GFL Environmental Inc. (« **nous** », « **nos** », « **notre** », « **GFL** » ou la « **Société** ») est daté du 2 novembre 2022 et il fournit de l'information sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 septembre 2022 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et aux notes annexes pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 (les « **états financiers intermédiaires** »), à nos états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (les « **états financiers annuels** ») et à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (le « **rapport de gestion annuel** »).

1. Aperçu de la Société

GFL est la quatrième société de services environnementaux diversifiés en importance en Amérique du Nord, avec des activités partout au Canada et dans plus de la moitié des États américains. GFL comptait plus de 19 500 employés au 30 septembre 2022.

GFL a été constituée le 5 mars 2020 en vertu des lois de la province de l'Ontario. Nos actions à droit de vote subalterne sont négociées à la Bourse de New York (la « **NYSE** ») et à la Bourse de Toronto (la « **TSX** ») sous le symbole « **GFL** ». Nos unités de capitaux propres corporels sont négociées à la NYSE sous le symbole « **GFLU** ». Chaque unité de capitaux propres corporels est composée d'un contrat d'achat d'actions prépayé (un « **contrat d'achat** ») et d'un billet amortissable de premier rang (un « **billet amortissable** »).

Le 25 avril 2022, nous avons annoncé la réalisation du dessaisissement de notre division des infrastructures (« **GFL Infrastructure** ») pour une contrepartie en trésorerie de 224,0 M\$ et une participation ne donnant pas le contrôle dans Green Infrastructure Partners Inc. (« **GIP** »). GFL Infrastructure a été présentée dans les activités abandonnées dans les résultats comparatifs de nos états financiers intermédiaires.

La division Assainissement des sols de la Société, qui faisait auparavant partie du secteur Infrastructure et assainissement des sols, a été regroupée avec le secteur Déchets liquides sous le nom « **Services environnementaux** ».

À moins d'indication contraire, toutes les informations financières contenues dans notre rapport de gestion correspondent aux résultats découlant de nos activités poursuivies.

Information prospective

Le présent rapport de gestion, et particulièrement les rubriques intitulées « **Sommaire des facteurs qui influent sur le rendement** » et « **Situation de trésorerie et sources de financement** » présentées ci-après, contient des déclarations prospectives et de l'information prospective (collectivement, l'« **information prospective** ») au sens des lois sur les valeurs mobilières américaines et canadiennes, respectivement. L'information prospective comprend toutes les déclarations qui n'ont pas uniquement trait aux faits passés et courants, peuvent avoir trait à des événements ou résultats prévus et peuvent comprendre des déclarations sur nos objectifs, nos projets, nos buts, nos stratégies, nos perspectives, nos résultats d'exploitation, notre performance financière et opérationnelle, nos prévisions et nos occasions. Dans certains cas, on reconnaît l'information

prospective à l'emploi de verbes ou d'expressions comme « planifier », « cibler », « croire », « s'attendre à », « être susceptible de », « se produire », à la forme affirmative ou négative, au futur ou au conditionnel, et à l'emploi de termes comme « budget », « estimation », « perspective », « prévision », « projection », « stratégie », « avis », « intention », « possibilité », « éventualité » ou d'autres termes semblables. Toutefois, l'information prospective ne contient pas toujours ces termes ou expressions. En outre, les déclarations faisant état de nos attentes, nos intentions, nos prévisions ou d'autres faits ou circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les déclarations qui contiennent de l'information prospective ne portent pas sur des faits passés et ne sont pas des garanties de résultats futurs, mais indiquent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements futurs.

L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion repose sur nos avis, estimations et hypothèses établis à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, de la conjoncture et de l'avenir prévisible. Elle repose aussi sur d'autres facteurs que nous croyons actuellement pertinents et raisonnables dans les circonstances. Malgré le soin apporté à l'établissement et à l'examen de l'information prospective, rien ne garantit que les avis, estimations et hypothèses sous-jacents se révéleront exacts.

Les facteurs qui pourraient entraîner un écart entre les résultats réels et ceux prévus comprennent, sans toutefois s'y limiter, les facteurs énumérés ci-dessous et à la rubrique intitulée « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (la « **notice annuelle** »). D'autres risques, dont nous pourrions ne pas avoir connaissance pour l'instant ou que nous pourrions considérer comme non significatifs, pourraient avoir une incidence négative sur nos activités. Nous déclinons toute obligation de réviser ou de mettre à jour l'information prospective de manière à rendre compte d'événements ou de changements de circonstances, à moins que la loi ne l'exige expressément.

L'information prospective est assujettie à un certain nombre de risques, impondérables, hypothèses et autres facteurs importants, connus ou inconnus, qui peuvent faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels diffèrent considérablement de tout résultat, rendement ou réalisation futurs exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective. Les facteurs qui pourraient engendrer un écart important entre les résultats réels et les résultats prévus comprennent, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit, ainsi que les facteurs de risque décrits de façon détaillée à la rubrique intitulée « Facteurs de risque » présentée dans la notice annuelle : notre capacité à élargir notre part de marché; notre capacité à continuer d'accroître nos produits et à améliorer nos marges d'exploitation, notre capacité à conserver le personnel clé; notre capacité à maintenir et à étendre notre présence géographique; notre capacité à entretenir de bonnes relations avec nos clients; notre capacité à exécuter nos plans d'expansion; notre capacité à saisir des occasions d'acquisitions supplémentaires et à mener à bien l'intégration des entreprises acquises; l'incidence défavorable d'acquisitions sur nos activités; les dettes potentielles attribuables à des acquisitions antérieures ou futures; la nécessité de réussir à intégrer les entreprises acquises; notre capacité à continuer d'investir dans notre infrastructure pour appuyer notre croissance; notre capacité à obtenir et à conserver un financement à des conditions acceptables; notre capacité à augmenter nos prix ou à compenser une hausse de nos coûts; les taux de change et les taux d'intérêt; l'effet de la concurrence; les changements et les tendances dans notre secteur ou l'économie mondiale; les modifications apportées aux lois, règles, règlements et normes internationales; notre capacité à répondre aux exigences légales et exigences des clients en constante évolution en ce qui a trait aux solutions durables et autres enjeux, notre responsabilité éventuelle, le cas échéant, relative aux questions environnementales; à la réglementation gouvernementale et aux modifications y étant apportées et les risques associés à la non-conformité; la perte de contrats municipaux et d'autres contrats; l'incapacité éventuelle de renouveler, d'obtenir ou de conclure des permis, des approbations ou des ententes, et les coûts entraînés par l'exploitation et/ou la construction dans l'avenir de tels sites ou installations; notre dépendance envers des sites d'enfouissement, des installations de récupération de matériaux, des installations de traitement des déchets liquides et des stations de transfert de tiers; l'accès non garanti aux marchés des capitaux propres ou des capitaux d'emprunt; l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre, de l'élimination et du transport; l'approvisionnement en carburant et les fluctuations du prix du carburant; notre besoin d'avoir suffisamment de flux de trésorerie pour réinvestir dans nos activités; notre incapacité à obtenir des cautionnements, des garanties de bonne exécution, des lettres de crédit, ou d'autres garanties financières; les risques liés à l'exploitation, à la santé, à la sécurité et à l'environnement; les catastrophes naturelles, les conditions météorologiques et la saisonnalité; l'exposition au risque de crédit et la diminution des résultats d'exploitation provoquées par un ralentissement économique; la dépendance croissante envers la technologie et le risque de défaillances technologiques; les incidents ou problèmes de cybersécurité; l'atteinte à notre réputation ou à notre marque; la hausse des coûts d'assurance, la hausse de nos coûts d'exploitation entraînée par un resserrement de la réglementation sur les changements climatiques; les risques liés au non-respect des lois ou des règlements anticorruption américains, canadiens ou étrangers; les coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement et les coûts associés à la contamination; l'augmentation des efforts déployés par les provinces, les États et les municipalités pour détourner les déchets des sites d'enfouissement; un litige, l'acte d'une autorité de réglementation ou des manœuvres menées par des activistes et les développements en matière de santé publique, les épidémies ou les pandémies comme la pandémie de COVID-19.

Mode de présentation

Nos états financiers intermédiaires ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, qui fait partie des Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board. À moins que le contexte ne le suggère autrement et afin d'éviter toute confusion, toute mention de « GFL », la « Société », « nous » et « notre » dans le présent rapport de gestion renvoie à GFL et ses filiales consolidées.

Sauf indication contraire, les montants contenus dans le présent rapport de gestion sont présentés en millions de dollars canadiens.

Reclassement de montants d'exercices antérieurs

Certains soldes relatifs à la ventilation des produits et à l'information sectorielle présentés au cours de périodes antérieures ont été présentés de nouveau afin que leur présentation soit cohérente avec celle adoptée pour la période considérée relativement aux activités abandonnées, comme il est indiqué dans nos états financiers intermédiaires. Notre division Assainissement des sols, qui faisait auparavant partie du secteur Infrastructure et assainissement des sols, a été regroupée avec le secteur Déchets liquides et s'appelle désormais « Services environnementaux ».

Sommaire des facteurs qui influent sur le rendement

Nous sommes d'avis que notre rendement et notre futur succès dépendent d'un certain nombre de facteurs qui présentent d'importantes occasions pour nous. Ces facteurs sont également assujettis à un certain nombre de risques et de défis intrinsèques présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion ainsi que dans notre notice annuelle.

Les acquisitions ont eu une incidence sur nos résultats pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, de même que la croissance interne enregistrée au cours de cette période, laquelle tient en partie aux stratégies en matière de tarification que nous avons mises en œuvre et aux fluctuations des volumes, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence de la conjoncture inflationniste actuelle, qui a entraîné une hausse des coûts, plus particulièrement des coûts qui se rapportent au carburant, à la main-d'œuvre, aux pièces de rechange et au transport assuré par des tiers. Notre capacité de tirer parti de notre réseau évolutif pour réaliser des efficiences en matière de coûts d'exploitation a également eu une incidence sur notre performance pour la période. Le caractère saisonnier influe sur nos résultats, qui sont habituellement plus faibles au premier trimestre de l'exercice, en raison principalement des conditions hivernales ardues au Canada, et plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, en raison de l'augmentation du volume de déchets générés au cours de l'été dans bon nombre de nos marchés des déchets solides.

Nous entendons continuer de faire croître notre entreprise et d'améliorer notre performance financière en étendant la portée de nos services sur de nouveaux marchés géographiques et en élargissant notre empreinte géographique afin d'augmenter la densité régionale de nos lignes d'activité, ce qui donnera lieu à une augmentation des marges. Notre capacité de réaliser ces objectifs est tributaire de notre capacité d'exécuter notre stratégie en trois volets qui consiste à i) continuer de générer une croissance interne solide et stable des produits, ii) mener à bien des acquisitions relatives et stratégiques et iii) continuer de stimuler les gains d'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de notre plateforme.

Croissance interne forte et stable des produits

Notre capacité de générer une croissance interne forte et stable des produits tout au long des cycles macroéconomiques dépend de notre capacité d'élargir et d'approfondir l'étendue des services que nous offrons à nos clients existants, de saisir des occasions de vente croisée entre nos capacités de services complémentaires, d'obtenir des hausses de prix et de surcharges, de signer de nouveaux contrats, de renouveler ou de prolonger des contrats existants et d'étendre nos services à des marchés nouveaux ou adjacents. Nous sommes d'avis que l'exécution de cette stratégie continuera de stimuler la croissance interne de nos produits et la production de flux de trésorerie disponibles.

Nos activités sont bien diversifiées sur les plans des secteurs d'activités, des régions et de la clientèle. Nous croyons que notre réussite continue dépend de notre capacité de rehausser davantage cette diversification et d'en tirer parti; un élément clé de cette diversification est notre capacité d'offrir à nos clients une gamme de services exhaustive dans nos secteurs d'activités soutenue par une importante empreinte géographique au Canada et aux États-Unis. L'essentiel des produits que nous tirons de nos activités de gestion des déchets solides provient de marchés secondaires, et la plus grande part de nos produits tirés de la gestion des déchets solides pour les clients résidentiels provient des grands centres urbains.

Nous sommes également d'avis que nous sommes bien positionnés pour nous adapter à l'évolution constante de la demande des clients et de la réglementation afin de maintenir notre réussite. Pour y arriver, nous devons notamment être en mesure de répondre aux exigences juridiques et à la demande des clients de détourner les déchets des sites d'enfouissement en continuant d'étendre notre capacité de collecte et de traitement de matériaux de multiples sources.

Notre modèle d'affaires diversifié est également un complément de notre stratégie d'acquisition. Comme nos secteurs d'activités sont nombreux, nous pouvons rechercher des acquisitions dans un bassin plus vaste de cibles potentielles. Le fait de maintenir un modèle diversifié est par conséquent crucial pour nous permettre de tirer parti d'occasions d'acquisitions relatives et contribuer à réduire les risques d'exécution et les risques commerciaux inhérents aux stratégies mono-marché et mono-produit.

Mener à bien des acquisitions relatives et stratégiques

Notre capacité à trouver, mener à bien et intégrer des acquisitions relatives est notre principal vecteur de croissance. Compte tenu de l'importante fragmentation du secteur des services environnementaux en Amérique du Nord, notre croissance et notre réussite sont tributaires de notre capacité de saisir des occasions de consolidation dans chacun de nos secteurs d'activités.

Depuis 2007, nous avons mené à terme plus de 200 acquisitions dans l'ensemble de nos secteurs d'activités. Nous cherchons à acquérir des exploitants régionaux indépendants de premier plan afin de prendre pied sur de nouveaux marchés, puis à réaliser des acquisitions complémentaires pour aider à densifier nos activités et à étendre notre rayonnement géographique. L'intégration de ces acquisitions à notre plateforme existante est un élément clé de notre réussite, tout comme le fait de continuer de repérer et saisir ces occasions de consolidation intéressantes.

De plus, l'exécution concluante d'acquisitions nous permet d'accéder à de nouveaux marchés et de saisir de nouvelles occasions de vente croisée et de réaliser des synergies en matière d'approvisionnement et de coût dans l'ensemble de nos activités.

Stimuler les gains d'efficience opérationnelle

Nous offrons nos services par l'entremise d'un réseau d'installations stratégiquement situées au Canada et aux États-Unis. Dans chacun de nos marchés géographiques, notre solide position concurrentielle est tributaire des importantes dépenses d'investissement requises pour reproduire notre infrastructure réseau et nos actifs, ainsi que des exigences strictes en matière d'obtention de permis et de conformité à la réglementation. La poursuite de notre succès dépend également de notre capacité à tirer parti de notre réseau évolutif pour attirer et fidéliser les clients de nos gammes de services, de réaliser des efficacités opérationnelles et de réaliser des synergies en matière d'approvisionnement et de coût.

Il est également essentiel que nous continuions à tirer parti de nos capacités évolutives pour augmenter la marge d'exploitation et réaliser des synergies de coûts, notamment en misant sur la capacité de nos installations, procédés technologiques et effectifs existants pour appuyer la croissance future et procurer des économies d'échelle, ainsi qu'en augmentant la densité des trajets et en desservant les nouveaux clients au moyen de notre réseau d'actifs et de notre flotte existants pour rehausser la rentabilité de chacun de nos secteurs d'activités.

Notre réussite dépend également de notre capacité de continuer à faire des investissements stratégiques dans notre entreprise, y compris d'importantes dépenses d'investissement dans nos installations, nos procédés technologiques et nos capacités administratives afin d'appuyer notre croissance future. Notre capacité d'améliorer nos marges d'exploitation et la marge de nos frais de vente et charges générales et administratives en maintenant une structure de coûts rigoureuse et en examinant régulièrement nos pratiques afin de gérer les charges et de rehausser l'efficience aura également une incidence sur nos résultats d'exploitation.

2. Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 par rapport au trimestre et à la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

Les tableaux suivants présentent un sommaire de certains résultats d'exploitation découlant des activités poursuivies et d'autres données financières pour les périodes indiquées qui ont été tirés de nos états financiers intermédiaires et des notes annexes :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Trimestre clos le 30 septembre 2021 ¹⁾	Variation	
			\$	%
Produits	1 831,2 \$	1 381,3 \$	449,9 \$	32,6 %
Charges				
Coût des ventes	1 591,9	1 204,5	387,4	32,2
Frais de vente et charges générales et administratives	187,5	145,1	42,4	29,2
Charges d'intérêts et autres charges financières	136,2	96,6	39,6	41,0
Perte (profit) au dessaisissement	1,6	(31,4)	33,0	105,1
Perte de valeur	3,4	—	3,4	—
Autres charges	179,3	322,1	(142,8)	(44,3)
Quote-part du bénéfice net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(9,2)	—	(9,2)	—
Perte avant impôt sur le résultat	(259,5)	(355,6)	96,1	27,0
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(75,8)	(39,5)	(36,3)	(91,9)
Perte nette découlant des activités poursuivies ²⁾	(183,7)	(316,1)	132,4	41,9
Bénéfice net découlant des activités abandonnées	—	6,2	(6,2)	(100,0)
Perte nette ²⁾	(183,7)	(309,9)	126,2	40,7
Moins : perte nette attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	—	(0,2)	—
Perte nette attribuable à GFL Environmental Inc.	(183,5)	(309,9)	126,4	40,8
Perte par action, de base et diluée (en dollars) ²⁾	(0,55)	(0,89)	0,34	38,2
BAIIA ajusté ³⁾	473,3 \$	399,6 \$	73,7 \$	18,4 %

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Période de neuf mois close le	Période de neuf mois close le	Variation	
	30 septembre 2022	30 septembre 2021 ¹⁾	\$	%
Produits	4 940,1 \$	3 697,0 \$	1 243,1 \$	33,6 %
Charges				
Coût des ventes	4 339,5	3 317,7	1 021,8	30,8
Frais de vente et charges générales et administratives	528,6	401,3	127,3	31,7
Charges d'intérêts et autres charges financières	340,7	327,6	13,1	4,0
Profit au dessaisissement	(4,9)	(66,9)	62,0	92,7
Pertes de valeur	12,5	—	12,5	—
Autres (produits) charges	(152,2)	357,9	(510,1)	(142,5)
Quote-part du bénéfice net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(14,5)	—	(14,5)	—
Perte avant impôt sur le résultat	(109,6)	(640,6)	531,0	82,9
Recouvrement d'impôt sur le résultat ²⁾	(145,5)	(95,3)	(50,2)	(52,7)
Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies ²⁾	35,9	(545,3)	581,2	106,6
(Perte nette) bénéfice net découlant des activités abandonnées	(127,9)	15,9	(143,8)	(904,4)
Perte nette ²⁾	(92,0)	(529,4)	437,4	82,6
Moins : perte nette attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	—	(0,2)	—
Perte nette attribuable à GFL Environmental Inc.	(91,8)	(529,4)	437,6	82,7
Perte par action, de base et diluée (en dollars) ²⁾	(0,42)	(1,58)	1,16	73,4
BAIIA ajusté ³⁾	1 281,0 \$	1 035,1 \$	245,9 \$	23,8 %

	30 septembre 2022	31 décembre 2021	Variation
Total des actifs	20 014,4 \$	18 373,7 \$	1 640,7 \$
Total de la trésorerie	237,4	190,4	47,0
Total de la dette à long terme	9 376,7	7 979,0	1 397,7
Total des passifs	13 692,8	12 597,6	1 095,2
Total des capitaux propres	6 321,6 \$	5 776,1 \$	545,5 \$

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

2) Après la publication initiale des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 septembre 2021, nous avons déterminé que la perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat ne doit pas être traitée comme une différence temporaire aux fins de l'impôt sur le résultat différé. Par conséquent, pour corriger cette erreur non significative, le recouvrement d'impôt sur le résultat a fait l'objet de réductions de 64,7 M\$ et de 83,2 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021.

3) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et indicateurs de performance clés ».

Produits

Les tableaux suivants présentent les produits par types de services pour les périodes indiquées, compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2022		Trimestre clos le 30 septembre 2021 ¹⁾		Variation des produits	
	Produits	%	Produits	%	\$	%
Clients résidentiels	387,8 \$	21,2 %	320,8 \$	23,2 %	67,0 \$	20,9 %
Clients commerciaux et industriels	657,5	35,9	481,9	34,9	175,6	36,4
Collecte – total	1 045,3	57,1	802,7	58,1	242,6	30,2
Sites d'enfouissement	229,3	12,5	184,6	13,4	44,7	24,2
Transfert	178,7	9,8	158,2	11,5	20,5	13,0
Récupération de matériaux	85,0	4,6	98,7	7,1	(13,7)	(13,9)
Autres	120,0	6,6	67,3	4,8	52,7	78,3
Déchets solides	1 658,3	90,6	1 311,5	94,9	346,8	26,4
Services environnementaux ²⁾	390,9	21,3	254,5	18,4	136,4	53,6
Produits intersociétés	(218,0)	(11,9)	(184,7)	(13,3)	(33,3)	(18,0)
Produits	1 831,2 \$	100,0 %	1 381,3 \$	100,0 %	449,9 \$	32,6 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022		Période de neuf mois le 30 septembre 2021 ¹⁾		Variation des produits	
	Produits	%	Produits	%	\$	%
Clients résidentiels	1 087,5 \$	22,0 %	913,3 \$	24,7 %	174,2 \$	19,1 %
Clients commerciaux et industriels	1 781,8	36,1	1 358,5	36,7	423,3	31,2
Collecte – total	2 869,3	58,1	2 271,8	61,4	597,5	26,3
Sites d'enfouissement	614,6	12,4	485,5	13,2	129,1	26,6
Transfert	495,6	10,0	442,8	12,0	52,8	11,9
Récupération de matériaux	268,1	5,4	265,1	7,2	3,0	1,1
Autres	296,7	6,1	183,0	4,9	113,7	62,1
Déchets solides	4 544,3	92,0	3 648,2	98,7	896,1	24,6
Services environnementaux ²⁾	990,3	20,0	540,5	14,6	449,8	83,2
Produits intersociétés	(594,5)	(12,0)	(491,7)	(13,3)	(102,8)	(20,9)
Produits	4 940,1 \$	100,0 %	3 697,0 \$	100,0 %	1 243,1 \$	33,6 %

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

2) Le secteur Services environnementaux est issu du regroupement de notre secteur Déchets liquides et de la division Assainissement des sols, qui faisait auparavant partie de notre secteur Infrastructure et assainissement des sols.

Les produits consolidés du trimestre clos le 30 septembre 2022 se sont élevés à 1 831,2 M\$, ce qui représente une hausse de 449,9 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. La hausse tient principalement à l'incidence des acquisitions réalisées depuis le 1^{er} juillet 2021, qui comptent pour environ 203,3 M\$ de cette augmentation et qui ont été conclues en grande partie dans notre secteur Déchets solides. Les prix élevés établis et les volumes positifs ont également contribué à cette augmentation. Les variations des taux de change ont entraîné une augmentation des produits de 34,5 M\$. Les principales variations de nos produits enregistrées au cours du trimestre clos le 30 septembre 2022, excluant l'incidence des acquisitions, sont les suivantes :

- Les produits tirés des activités liées aux déchets solides ont augmenté de 11,1 %, dont 10,7 % grâce à une hausse des prix de base et des surcharges et 1,0 % grâce aux volumes favorables découlant de l'augmentation des volumes liés aux services de collecte et aux sites d'enfouissement, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de 0,6 % des prix des marchandises. Les variations des taux de change ont entraîné une augmentation des produits de 2,7 %.

- Les produits tirés des services environnementaux ont augmenté de 37,0 %, principalement en raison de la hausse des activités de services de collecte et de traitement pour les clients industriels à nos installations, du niveau accru d'activités de mesures d'urgence et de l'incidence de l'augmentation des prix de vente de l'huile pour moteur usagée. Les variations des taux de change ont entraîné une augmentation des produits de 1,3 %.

Les produits consolidés de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 se sont élevés à 4 940,1 M\$, ce qui représente une hausse de 1 243,1 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Cette augmentation tient essentiellement à l'incidence des acquisitions réalisées depuis le 1^{er} janvier 2021, qui comptent pour environ 673,7 M\$ de cette hausse et qui ont été conclues en grande partie dans notre secteur Déchets solides. Les prix élevés établis, les prix des marchandises élevés et les volumes positifs ont également contribué à cette augmentation. Les variations des taux de change ont entraîné une augmentation des produits de 69,2 M\$. Les principales variations de nos produits enregistrées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, excluant l'incidence des acquisitions, sont les suivantes :

- Les produits du secteur Déchets solides ont augmenté de 11,3 %, dont 9,6 % grâce à une hausse des prix de base, des surcharges et des prix des marchandises et 1,7 % grâce au volume favorable découlant de la hausse des volumes de nos activités liées aux services de collecte et de nos activités postérieures à la collecte, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence des volumes de récupération de matériaux non récurrents au cours de la période précédente. Les fluctuations des taux de change ont accru les produits de 2,0 %.
- Les produits du secteur Services environnementaux ont enregistré une hausse de 28,2 % essentiellement attribuable à l'accroissement des activités de collecte auprès des clients industriels et des activités de traitement dans nos installations, au niveau accru d'activités de mesures d'urgence ainsi qu'à l'incidence de l'augmentation des prix de vente de l'huile pour moteur usagée. Les fluctuations des taux de change ont accru les produits de 1,1 %.

Coût des ventes

Les tableaux suivants présentent le coût des ventes pour les périodes indiquées, compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2022		Trimestre clos le 30 septembre 2021 ¹⁾		Variation du coût	
	Coût	En % des produits	Coût	En % des produits	\$	%
Coûts liés au transfert et à l'élimination	381,5 \$	20,8 %	274,6 \$	19,9 %	106,9 \$	38,9 %
Main-d'œuvre et avantages	407,0	22,2	319,0	23,1	88,0	27,6
Entretien et réparation	179,8	9,8	124,5	9,0	55,3	44,4
Carburant	107,7	5,9	57,9	4,2	49,8	86,0
Autres coûts des ventes	128,5	7,1	96,1	7,0	32,4	33,7
Sous-total	1 204,5	65,8	872,1	63,2	332,4	38,1
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	256,9	14,0	214,4	15,5	42,5	19,8
Amortissement des immobilisations incorporelles	124,2	6,8	112,2	8,1	12,0	10,7
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration	6,3	0,3	5,8	0,4	0,5	8,6
Coût des ventes	1 591,9 \$	86,9 %	1 204,5 \$	87,2 %	387,4 \$	32,2 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022		Période de neuf mois close le 30 septembre 2021 ¹⁾		Variation du coût	
	Coût	En % des produits	Coût	En % des produits	\$	%
Coûts liés au transfert et à l'élimination	980,4 \$	19,8 %	743,9 \$	20,1 %	236,5 \$	31,8 %
Main-d'œuvre et avantages	1 122,3	22,7	850,9	23,0	271,4	31,9
Entretien et réparation	478,1	9,7	346,7	9,4	131,4	37,9
Carburant	294,7	6,0	156,3	4,2	138,4	88,5
Autres coûts des ventes	352,5	7,1	257,6	7,0	94,9	36,8
Sous-total	3 228,0	65,3	2 355,4	63,7	872,6	37,0
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	709,7	14,4	614,7	16,6	95,0	15,5
Amortissement des immobilisations incorporelles	382,1	7,7	331,7	9,0	50,4	15,2
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration	19,7	0,4	15,9	0,4	3,8	23,9
Coût des ventes	4 339,5 \$	87,8 %	3 317,7 \$	89,7 %	1 021,8 \$	30,8 %

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

Le coût des ventes pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 s'est élevé à 1 591,9 M\$, ce qui représente une hausse de 387,4 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, hausse principalement attribuable à l'effet des acquisitions. Le coût des ventes en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, de 86,9 %, a reculé de 30 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. Les variations enregistrées pour chaque catégorie de coûts, exprimés en pourcentage des produits, découlent principalement de la modification de la composition des activités, de nos stratégies en matière de tarification et des pressions inflationnistes sur les coûts. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2022, la pression accrue sur les coûts de main-d'œuvre causée par la pénurie a entraîné une hausse des taux de rémunération, des coûts de formation et des heures supplémentaires. En pourcentage des produits, le carburant a augmenté de 170 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021 pour s'établir à 5,9 %. Les pressions sur les coûts de main-d'œuvre et de carburant ont également accru les coûts liés au transfert et à l'élimination, en raison des hausses de coûts liées à l'utilisation de treuils de tiers et de nos coûts d'entretien et de réparation, car la pénurie de techniciens a entraîné l'augmentation des heures supplémentaires et une dépendance accrue envers des techniciens tiers, dont le coût est plus élevé. Les coûts d'entretien et de réparation ont également augmenté en raison des travaux d'entretien additionnels effectués sur la flotte et les conteneurs attribuables aux délais de livraison des nouveaux camions et équipements causés par les contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement. Les délais de livraison des nouveaux camions ont entraîné une augmentation des coûts de location d'équipement, ce qui a contribué à la hausse des autres coûts des ventes. Une hausse des coûts de gestion des risques, particulièrement des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail, a également contribué à l'augmentation des autres coûts des ventes. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration, le coût des ventes exprimé en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 a augmenté de 260 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, pour s'établir à 65,8 %.

Le coût des ventes pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 s'est élevé à 4 339,5 M\$, ce qui représente une hausse de 1 021,8 M\$ par rapport à la période de neuf mois le 30 septembre 2021, hausse principalement attribuable à l'effet des acquisitions. Le coût des ventes en pourcentage des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, de 87,8 %, a reculé de 190 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Les variations enregistrées pour chaque catégorie de coûts, exprimés en pourcentage des produits, découlent essentiellement de la modification de la composition des activités, de nos stratégies en matière de tarification et des pressions inflationnistes sur les coûts. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la pression accrue sur les coûts de main-d'œuvre causée par la pénurie a entraîné une hausse des taux de rémunération, des coûts de formation et des heures supplémentaires. En pourcentage des produits, les coûts de carburant ont augmenté de 180 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 pour s'établir à 6,0 %. Les pressions sur les coûts de main-d'œuvre et de carburant ont également accru les coûts liés au transfert et à l'élimination, en raison des hausses de coûts liées à l'utilisation de treuils de tiers et de nos coûts d'entretien et de réparation, car la pénurie de techniciens a entraîné l'augmentation des heures supplémentaires et une dépendance accrue envers des techniciens tiers, dont le coût est plus élevé. Les coûts d'entretien et de réparation ont également augmenté en raison des travaux d'entretien additionnels effectués sur la flotte et les conteneurs attribuables aux délais de

livraison des nouveaux camions et équipements causés par les contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement. Les délais de livraison des nouveaux camions ont entraîné une augmentation des coûts de location d'équipement, ce qui a contribué à la hausse des autres coûts des ventes. Une hausse des coûts de gestion des risques, particulièrement des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail, a également contribué à l'augmentation des autres coûts des ventes. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration, le coût des ventes exprimé en pourcentage des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 a augmenté de 160 points de base par rapport à la période de neuf mois le 30 septembre 2021, pour s'établir à 65,3 %.

Frais de vente et charges générales et administratives

Les tableaux suivants présentent les frais de vente et charges générales et administratives pour les périodes indiquées, compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2022		Trimestre clos le 30 septembre 2021 ¹⁾		Variation du coût	
	Coût	Pourcentage des produits	Coût	Pourcentage des produits	\$	%
Salaires et avantages	90,9 \$	5,0 %	70,1 \$	5,1 %	20,8 \$	29,7 %
Paielements fondés sur des actions	13,4	0,7	9,8	0,7	3,6	36,7
Autres	62,5	3,4	39,5	2,8	23,0	58,2
Sous-total	166,8	9,1	119,4	8,6	47,4	39,7
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	7,1	0,4	7,9	0,6	(0,8)	(10,1)
Coûts de transaction	13,6	0,7	17,8	1,3	(4,2)	(23,6)
Frais de vente et charges générales et administratives	187,5 \$	10,2 %	145,1 \$	10,5 %	42,4 \$	29,2 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022		Période de neuf mois close le 30 septembre 2021 ¹⁾		Variation du coût	
	Coût	Pourcentage des produits	Coût	Pourcentage des produits	\$	%
Salaires et avantages	267,0 \$	5,4 %	198,2 \$	5,4 %	68,8 \$	34,7 %
Paielements fondés sur des actions	38,2	0,8	28,4	0,8	9,8	34,5
Autres	164,1	3,3	108,3	2,9	55,8	51,5
Sous-total	469,3	9,5	334,9	9,1	134,4	40,1
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	22,4	0,5	23,2	0,6	(0,8)	(3,4)
Coûts de transaction	36,9	0,7	43,2	1,2	(6,3)	(14,6)
Frais de vente et charges générales et administratives	528,6 \$	10,7 %	401,3 \$	10,9 %	127,3 \$	31,7 %

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont élevés à 187,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 42,4 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. L'augmentation tient principalement à la hausse des coûts liés aux salaires, aux avantages et aux investissements dans l'infrastructure de technologie de l'information ainsi que des autres coûts attribuables au nombre et à la taille des entreprises acquises depuis le 1^{er} juillet 2021. De plus, les coûts discrétionnaires ont augmenté, comme les frais de déplacement, en raison de l'assouplissement des restrictions frontalières relatives à la COVID-19 pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais de vente et charges générales et administratives en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 ont reculé de 30 points de base en comparaison du trimestre clos le 30 septembre 2021 pour s'établir à 10,2 %. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et des coûts de transaction, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 se sont établis à 9,1 %, contre 8,6 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2021.

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont élevés à 528,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 127,3 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. L'augmentation tient principalement à la hausse des coûts liés aux salaires, aux avantages et aux investissements dans l'infrastructure de technologie de l'information ainsi que des autres coûts attribuables au nombre et à la taille des entreprises acquises depuis le 1^{er} janvier 2021. De plus, les coûts discrétionnaires ont augmenté, comme les frais de déplacement, en raison de l'assouplissement des restrictions frontalières relatives à la COVID-19 pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais de vente et charges générales et administratives en pourcentage des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 ont reculé de 20 points de base en comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 pour s'établir à 10,7 %. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et des coûts de transaction, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 se sont établis à 9,5 %, contre 9,1 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021.

Charges d'intérêts et autres charges financières

Les tableaux suivants présentent les charges d'intérêts et autres charges financières pour les périodes indiquées, compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Trimestre clos le 30 septembre 2021 ¹⁾	Variation du coût	
			\$	%
Intérêts	118,9 \$	80,9 \$	38,0 \$	47,0 %
Amortissement des charges financières différées	3,6	6,8	(3,2)	(47,1)
Désactualisation des obligations liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	5,9	3,7	2,2	59,5
Autres charges financières	7,8	5,2	2,6	50,0
Charges d'intérêts et autres charges financières	136,2 \$	96,6 \$	39,6 \$	41,0 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021 ¹⁾	Variation du coût	
			\$	%
Intérêts	295,3 \$	231,9 \$	63,4 \$	27,3 %
Perte liée à l'extinction de dettes	—	49,3	(49,3)	(100,0)
Amortissement des charges financières différées	10,1	17,9	(7,8)	(43,6)
Désactualisation des obligations liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	15,1	11,0	4,1	37,3
Autres charges financières	20,2	17,5	2,7	15,4
Charges d'intérêts et autres charges financières	340,7 \$	327,6 \$	13,1 \$	4,0 %

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

Les charges d'intérêts et autres charges financières du trimestre clos le 30 septembre 2022 se sont établies à 136,2 M\$, ce qui représente une hausse de 39,6 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des charges d'intérêts de 38,0 M\$, qui se sont chiffrées à 118,9 M\$, pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, en raison des paiements d'intérêts sur la dette à long terme additionnelle contractée au cours de la dernière partie de 2021.

Les charges d'intérêts et autres charges financières de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 se sont établies à 340,7 M\$, ce qui représente une hausse de 13,1 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des charges d'intérêts de 63,4 M\$, qui se sont chiffrées à 295,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, en raison des paiements d'intérêts sur la dette à long terme additionnelle contractée au cours de la dernière partie de 2021. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la perte non récurrente de 49,3 M\$ réalisée à l'extinction de dettes à long terme pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021.

Autres produits et charges

Les tableaux suivants présentent les autres produits et charges pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Trimestre clos le 30 septembre 2021 ⁽¹⁾	Variation du coût	
			\$	%
Perte de change	195,3 \$	111,6 \$	83,7 \$	75,0 %
(Profit) perte lié(e) à la valeur de marché sur les contrats d'achat	(10,3)	208,6	(218,9)	(104,9)
(Profit) perte à la vente d'immobilisations corporelles	(5,7)	1,9	(7,6)	(400,0)
Autres charges	179,3 \$	322,1 \$	(142,8) \$	(44,3) %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021 ⁽¹⁾	Variation du coût	
			\$	%
Perte de change	249,3 \$	35,3 \$	214,0 \$	606,2 %
(Profit) perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat	(391,4)	319,6	(711,0)	(222,5)
(Profit) perte à la vente d'immobilisations corporelles	(10,1)	3,0	(13,1)	(436,7)
Autres (produits) charges	(152,2) \$	357,9 \$	(510,1) \$	(142,5) %

(1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

Les autres charges ont diminué de 142,8 M\$ pour s'établir à 179,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, comparativement à 322,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. Cette diminution s'explique principalement par une variation hors trésorerie de 218,9 M\$ à la réévaluation des contrats d'achat. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par une hausse de la perte de change hors trésorerie de 83,7 M\$ découlant de la réévaluation en dollars canadiens des unités de capitaux propres corporels et de la tranche non couverte de notre dette libellée en dollars américains, au moyen du taux de change en vigueur au 30 septembre 2022.

Les autres produits ont augmenté de 510,1 M\$ pour s'établir à 152,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, comparativement aux autres charges de 357,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Cette augmentation s'explique principalement par une variation hors trésorerie de 711,0 M\$ à la réévaluation des contrats d'achat. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par une hausse de la perte de change hors trésorerie de 214,0 M\$ découlant de la réévaluation en dollars canadiens des unités de capitaux propres corporels et de la tranche non couverte de notre dette libellée en dollars américains, au moyen du taux de change en vigueur au 30 septembre 2022.

Dépréciation

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, nous avons comptabilisé des pertes de valeur de 3,4 M\$ et de 12,5 M\$ en lien avec des actifs qui ont été détruits dans des incendies. Aucune charge semblable n'a été comptabilisée pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021.

Dessaisissements

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, nous avons réalisé le dessaisissement de GFL Infrastructure pour une contrepartie en trésorerie de 224,0 M\$ et une participation ne donnant pas le contrôle d'environ 45 % dans GIP. Nous avons également réalisé le dessaisissement de certains actifs liés aux activités postérieures à la collecte et de certaines activités auxiliaires dont le produit s'est chiffré à 95,7 M\$.

Recouvrement d'impôt sur le résultat

Le recouvrement net d'impôt sur le résultat a augmenté de 36,3 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, pour s'établir à 75,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. Cette augmentation s'explique surtout par les pertes fiscales additionnelles imputables à l'augmentation de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles découlant des acquisitions, à une perte de change hors trésorerie et à une perte de valeur hors trésorerie relative à des actifs détruits dans un incendie.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat a augmenté de 50,2 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, pour s'établir à 145,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Cette augmentation s'explique surtout par les pertes fiscales additionnelles imputables à l'augmentation de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles découlant des acquisitions, à une perte de change hors trésorerie et à une perte de valeur hors trésorerie relative à des actifs détruits dans un incendie, facteurs partiellement compensés par un profit au dessaisissement pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022.

La comptabilisation d'actifs d'impôt différé liés à ces pertes dépend de la disponibilité de passifs d'impôt différé pouvant être portés en réduction de ces actifs d'impôt différé dans l'avenir.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

Nos principales lignes d'activité sont le transport, la gestion et le recyclage des déchets solides et liquides ainsi que les services d'assainissement des sols. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : Déchets solides, qui comprend le transport, l'enfouissement, le transfert et les installations de récupération de matériaux, et Services environnementaux, qui comprend la gestion des déchets liquides et les services d'assainissement des sols.

Les résultats de nos secteurs opérationnels sont présentés conformément aux critères utilisés pour la préparation du rapport interne destiné au principal décideur opérationnel responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation du rendement des secteurs opérationnels. Le principal décideur opérationnel évalue le rendement des secteurs opérationnels en fonction de plusieurs facteurs, y compris les produits et le BAIIA ajusté.

Analyse des résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 par rapport au trimestre et à la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

Les tableaux suivants présentent les produits et le BAIIA ajusté par secteurs opérationnels pour les périodes indiquées compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées. Les produits bruts sont calculés en fonction des produits avant les éliminations intersociétés :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2022			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ³⁾
Déchets solides				
Canada	516,3 \$	(69,0) \$	447,3 \$	122,4 \$
États-Unis	1 142,0	(122,5)	1 019,5	300,8
Déchets solides	1 658,3	(191,5)	1 466,8	423,2
Services environnementaux ²⁾	390,9	(26,5)	364,4	96,5
Siège social	—	—	—	(46,4)
	<u>2 049,2 \$</u>	<u>(218,0) \$</u>	<u>1 831,2 \$</u>	<u>473,3 \$</u>
(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2021 ¹⁾			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ³⁾
Déchets solides				
Canada	430,3 \$	(52,9) \$	377,4 \$	116,5 \$
États-Unis	881,2	(102,6)	778,6	250,5
Déchets solides	1 311,5	(155,5)	1 156,0	367,0
Services environnementaux ²⁾	254,5	(29,2)	225,3	67,4
Siège social	—	—	—	(34,8)
	<u>1 566,0 \$</u>	<u>(184,7) \$</u>	<u>1 381,3 \$</u>	<u>399,6 \$</u>

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

2) Le secteur Services environnementaux est issu du regroupement de notre secteur Déchets liquides et de la division Assainissement des sols, qui faisait auparavant partie de notre secteur Infrastructure et assainissement des sols.

3) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ³⁾
Déchets solides				
Canada	1 422,4 \$	(184,7) \$	1 237,7 \$	333,9 \$
États-Unis	3 121,9	(339,9)	2 782,0	845,7
Déchets solides	4 544,3	(524,6)	4 019,7	1 179,6
Services environnementaux ²⁾	990,3	(69,9)	920,4	234,4
Siège social	—	—	—	(133,0)
	5 534,6 \$	(594,5) \$	4 940,1 \$	1 281,0 \$

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021 ¹⁾			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ³⁾
Déchets solides				
Canada	1 177,2 \$	(148,3) \$	1 028,9 \$	304,5 \$
États-Unis	2 471,0	(289,3)	2 181,7	698,0
Déchets solides	3 648,2	(437,6)	3 210,6	1 002,5
Services environnementaux ²⁾	540,5	(54,1)	486,4	131,3
Siège social	—	—	—	(98,7)
	4 188,7 \$	(491,7) \$	3 697,0 \$	1 035,1 \$

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

2) Le secteur Services environnementaux est issu du regroupement de notre secteur Déchets liquides et de la division Assainissement des sols, qui faisait auparavant partie de notre secteur Infrastructure et assainissement des sols.

3) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

Déchets solides – secteur opérationnel au Canada

Les produits se sont élevés à 447,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 69,9 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. L'augmentation s'explique en partie par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2021, qui ont fourni un apport d'environ 34,6 M\$ aux produits, et par les hausses des prix et des surcharges à hauteur de 34,5 M\$, qui ont été partiellement contrebalancées par la baisse des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. Les hausses des prix et des surcharges ont été supérieures à celles du trimestre clos le 30 septembre 2021, en raison de la poursuite de la mise en œuvre de nos stratégies en matière de tarification, de la hausse des produits tirés des surcharges ainsi que des ajustements importants de l'indice des prix à la consommation (l'« IPC ») concernant certains contrats municipaux. Les volumes ont donné lieu à une augmentation des produits de 15,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui s'explique principalement par les volumes de nos activités liées aux services de collecte et aux sites d'enfouissement. Ces hausses ont été contrebalancées par la baisse des volumes de récupération de matériaux au cours de la période à l'étude.

Les produits se sont élevés à 1 237,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 208,8 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. L'augmentation s'explique en partie par les acquisitions, déduction faite des dessaisissements, conclues depuis le 1^{er} janvier 2021, qui ont fourni un apport d'environ 103,6 M\$ aux produits, par les hausses des prix et des surcharges à hauteur de 83,9 M\$ et par les augmentations des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux à hauteur de 7,7 M\$. Les hausses des prix et des surcharges ont été supérieures à celles de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, en raison de la poursuite de la mise en œuvre de nos stratégies en matière de tarification, de la hausse des produits tirés des surcharges ainsi que des ajustements importants de l'IPC concernant certains contrats municipaux. Les volumes ont donné lieu à une augmentation des produits de 34,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui s'explique principalement par les volumes de nos activités liées aux services de collecte, aux stations de transfert et aux sites d'enfouissement. Cette augmentation a été neutralisée par la baisse des volumes des activités de traitement des déchets organiques, en grande partie attribuable aux graves intempéries dans l'Ouest du Canada au début de l'exercice, ainsi que par l'incidence des volumes non récurrents de récupération de matériaux au cours de la période précédente.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 122,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 5,9 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, qui s'est établie à 27,4 %, s'est repliée de 350 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. La diminution tient essentiellement à l'augmentation des coûts du carburant, à la hausse des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et à l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. De plus, des incendies survenus dans deux de nos installations ont entraîné une hausse des coûts liés au transfert et à l'élimination ainsi que des coûts de nettoyage. Les marges du BAIIA ajusté ont également subi l'incidence défavorable de la hausse des frais de déplacement et des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail et l'incidence du volume d'activités de traitement à marge relativement plus élevée dans les installations de récupération de matériaux non récurrent au cours de la période précédente. Ces baisses ont été partiellement neutralisées par l'incidence de nos stratégies en matière de tarification. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été supérieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet favorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 333,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 29,4 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 27,0 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une baisse de 260 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. La diminution tient essentiellement à l'augmentation des coûts du carburant, à la hausse des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, à l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement et à l'incidence des remises non récurrentes visant les assurances des employés au cours de la période précédente. De plus, des incendies survenus dans deux de nos installations ont entraîné une hausse des coûts liés au transfert et à l'élimination ainsi que des coûts de nettoyage. Ces baisses ont été partiellement neutralisées par l'incidence de nos stratégies en matière de tarification et l'avantage net de la hausse des prix de vente des marchandises pouvant être vendues. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été supérieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet favorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Déchets solides – secteur opérationnel aux États-Unis

Les produits se sont élevés à 1 019,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 240,9 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. Cette hausse s'explique principalement par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2021, qui ont fourni un apport d'environ 116,0 M\$ aux produits, et par les hausses des prix et des surcharges à hauteur de 89,1 M\$, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. Les volumes ont donné lieu à une augmentation des produits de 8,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui s'explique principalement par les volumes dans l'ensemble de nos activités liées aux services de collecte et de nos activités postérieures à la collecte. La dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours du trimestre clos le 30 septembre 2022, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, a donné lieu à une augmentation des produits de 31,6 M\$.

Les produits se sont élevés à 2 782,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 600,3 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. L'augmentation s'explique essentiellement par les acquisitions conclues, déduction faite des dessaisissements, depuis le 1^{er} janvier 2021, qui ont fourni un apport d'environ 278,7 M\$ aux produits, par les hausses des prix et des surcharges à hauteur de 210,9 M\$ et par les augmentations des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux à hauteur de 4,9 M\$. Les volumes ont donné lieu à une augmentation des produits de 42,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui s'explique principalement par la hausse des volumes de nos activités liées aux services de collecte et de nos activités postérieures à la collecte. La dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, a donné lieu à une augmentation des produits de 63,8 M\$.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 300,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 50,3 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 29,5 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui

représente une baisse 270 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. La diminution tient essentiellement à l'augmentation des coûts du carburant, à la hausse des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et à l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. Les marges du BAIIA ajusté ont également subi l'incidence défavorable de la hausse des frais de déplacement et des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail. Ces baisses ont été partiellement neutralisées par l'incidence de nos stratégies en matière de tarification. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a pesé sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 845,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 147,7 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 30,4 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une baisse de 160 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. La diminution tient essentiellement à l'augmentation des coûts du carburant, à la hausse des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et à l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. Les marges du BAIIA ajusté ont également subi l'incidence défavorable de la hausse des frais de déplacement et des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail. Ces baisses ont été partiellement neutralisées par l'incidence de nos stratégies en matière de tarification et l'avantage net de la hausse des prix de vente des marchandises pouvant être vendues. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a pesé sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Secteur opérationnel Services environnementaux

Les produits se sont élevés à 364,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 139,1 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. Une tranche d'environ 52,7 M\$ de l'augmentation des produits est attribuable aux acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2021. À l'apport des acquisitions s'ajoute une croissance interne des produits qui s'est chiffrée à 83,3 M\$, attribuable à la hausse des activités liées aux services de collecte et de traitement pour des clients industriels, au niveau accru d'activités de mesures d'urgence et à la hausse des prix de vente de l'huile pour moteur usagée. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une réduction des volumes d'assainissement des sols traités dans nos installations, en raison du retard temporaire dans le lancement de certains projets d'envergure. La dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours du trimestre clos le 30 septembre 2022, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, a donné lieu à une augmentation des produits de 3,0 M\$.

Les produits se sont élevés à 920,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 434,0 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Une tranche d'environ 291,5 M\$ de l'augmentation des produits est attribuable aux acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2021. À l'apport des acquisitions s'ajoute une croissance interne des produits qui s'est chiffrée à 137,1 M\$, attribuable à la hausse des activités liées aux services de collecte et de traitement pour des clients industriels, au niveau accru d'activités de mesures d'urgence, à la hausse des prix de vente de l'huile pour moteur usagée et à l'augmentation des volumes de sols traités dans nos installations. La dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, a donné lieu à une augmentation des produits de 5,4 M\$.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 96,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 29,1 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 26,5 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une baisse de 340 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. Les initiatives en matière de tarification, le contrôle des coûts variables, la hausse des prix de vente de l'huile pour moteur usagée ainsi que le levier d'exploitation associé au rétablissement des volumes ont favorisé la marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. Ces hausses ont été neutralisées par l'augmentation des coûts du carburant, la hausse des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. De plus, la hausse des frais de sous-traitance par suite du niveau accru d'activités de mesures d'urgence dont il est question plus haut a pesé sur la marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a pesé sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 234,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 103,1 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 25,5 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une baisse de 150 points de base par rapport à la période de neuf mois le 30 septembre 2021. Les initiatives en matière de tarification, le contrôle des coûts variables, la hausse des prix de vente de l'huile pour moteur usagée ainsi que le levier d'exploitation associé au rétablissement des volumes ont favorisé la marge du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Ces hausses ont été neutralisées par l'augmentation des coûts du carburant, la hausse des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. De plus, la hausse des frais de sous-traitance par suite du niveau accru d'activités de mesures d'urgence dont il est question plus haut a pesé sur la marge du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a réduit la marge globale du BAIIA ajusté.

Siège social

Les charges générales se sont élevées à 46,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 11,6 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021. Les charges générales en pourcentage des produits se sont élevées à 2,5 % tant pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 que pour le trimestre clos le 30 septembre 2021.

Les charges générales se sont élevées à 133,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une hausse de 34,3 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Les charges générales en pourcentage des produits se sont élevées à 2,7 % tant pour la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 que pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021.

4. Situation de trésorerie et sources de financement

Nous prévoyons que la trésorerie disponible, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la capacité d'emprunt en vertu de notre facilité de crédit renouvelable (définie ci-après) suffiront pour répondre à nos besoins en capital actuellement prévus. Nous prévoyons que ces sources suffiront pour répondre à nos actuels besoins en matière de dépenses d'investissement liées à l'exploitation, payer nos dividendes et financer certaines acquisitions complémentaires dans le cadre de notre stratégie.

Flux de trésorerie

Flux de trésorerie pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 par rapport au trimestre et à la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Trimestre clos le 30 septembre 2021	Variation	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	286,1 \$	223,9 \$	62,2 \$	27,8 %
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(334,7)	(1 133,4)	(798,7)	(70,5)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	67,7	1 734,6	(1 666,9)	(96,1)
Augmentation de la trésorerie	19,1	825,1		
Variations découlant de la réévaluation de la trésorerie en fonction des taux de change	(12,3)	14,0		
Trésorerie à l'ouverture de la période	230,6	310,4		
Trésorerie à la clôture de la période	237,4 \$	1 149,5 \$		

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Variation	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	693,3 \$	614,1 \$	79,2	12,9 %
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(1 329,9)	(1 550,6)	(220,7)	(14,2)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	719,5	2 065,4	(1 345,9)	(65,2)
Augmentation de la trésorerie	82,9	1 128,9		
Variations découlant de la réévaluation de la trésorerie en fonction des taux de change	(35,9)	(6,6)		
Trésorerie à l'ouverture de la période	190,4	27,2		
Trésorerie à la clôture de la période	237,4 \$	1 149,5 \$		

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 286,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une augmentation de 62,2 M\$ par rapport aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 223,9 M\$ comptabilisés pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. La hausse est principalement attribuable à une augmentation du BAIIA et à une hausse du fonds de roulement de 33,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. Cette hausse a été partiellement neutralisée par une augmentation de 39,9 M\$ des intérêts payés en trésorerie sur la dette à long terme en cours en raison principalement du calendrier des paiements d'intérêts en trésorerie.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 40,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, comparativement à des sorties de trésorerie de 74,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. La hausse de 33,2 M\$ d'une période à l'autre s'explique principalement par l'amélioration du calendrier des paiements et des collectes. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2022, la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement a découlé d'une hausse de 111,5 M\$ des débiteurs et a été partiellement neutralisée par une baisse de 5,3 M\$ des charges payées d'avance et autres actifs et par une hausse de 65,4 M\$ des créditeurs et charges à payer.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 693,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une augmentation de 79,2 M\$ par rapport aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 614,1 M\$ comptabilisés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse du BAIIA pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Cette hausse a été partiellement neutralisée par un investissement additionnel de 83,2 M\$ dans le fonds de roulement, dont une tranche de 5,3 M\$ a trait à GFL Infrastructure, et une augmentation de 47,9 M\$ des intérêts payés en trésorerie sur la dette à long terme en cours en raison principalement du calendrier des paiements d'intérêts en trésorerie.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 201,2 M\$, dont une tranche de 44,8 M\$ est attribuable à GFL Infrastructure, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, comparativement à des sorties de trésorerie de 118,0 M\$, dont une tranche de 39,5 M\$ est attribuable à GFL Infrastructure, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. La variation de 83,2 M\$ d'une période à l'autre s'explique principalement par la croissance interne des produits et le calendrier des paiements et des collectes. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont découlé d'une hausse de 329,9 M\$ des débiteurs et d'une augmentation de 36,4 M\$ des charges payées d'avance et autres actifs. Cette variation a été partiellement neutralisée par une augmentation de 165,1 M\$ des créditeurs et charges à payer.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont reculé de 798,7 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2021, pour s'établir à 334,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. Cette diminution s'explique principalement par les dépenses au titre des acquisitions, qui ont baissé de 974,6 M\$ pour s'établir à 125,3 M\$. Cette baisse a été contrebalancée en partie par le recul du produit de la cession d'actifs de 88,8 M\$ à 12,4 M\$ et par une hausse de 11,2 M\$ de notre participation initiale dans des coentreprises et des entreprises associées. Les dépenses d'investissement ont également augmenté de 75,9 M\$ pour se chiffrer à 210,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont reculé de 220,7 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 pour s'établir à 1 329,9 M\$. Cette diminution s'explique principalement par les dépenses au titre des acquisitions, qui ont baissé de 230,5 M\$ pour s'établir à 1 072,7 M\$. Cette baisse a été contrebalancée en partie par le produit supplémentaire de 158,2 M\$ à la cession d'actifs et une hausse de 43,0 M\$ de notre participation initiale dans des coentreprises et des entreprises associées. Les dépenses d'investissement ont également augmenté de 125,0 M\$ pour se chiffrer à 542,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Les dépenses d'investissement liées à GLF Infrastructure se sont établies à 7,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, comparativement à 24,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021.

Activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 67,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui représente une diminution de 1 666,9 M\$ par rapport aux entrées de trésorerie de 1 734,6 M\$ comptabilisées pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. Cette diminution découle principalement de la baisse liée à la variation nette de la dette à long terme, du recul des paiements de frais de financement et de la diminution des paiements au titre des obligations locatives. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement de GFL Infrastructure ont été de néant, contre 0,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 719,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui représente une diminution de 1 345,9 M\$ par rapport aux entrées de trésorerie de 2 065,4 M\$ comptabilisées pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Cette diminution s'explique principalement par la baisse découlant des variations nettes de la dette à long terme, le recul des paiements de frais de financement et la contrepartie éventuelle au titre des acquisitions et des retenues. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement relativement à GFL Infrastructure se sont établis à 1,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, comparativement à 2,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021.

Sources de liquidités disponibles

Aux termes de notre convention de crédit renouvelable modifiée et reformulée datée du 27 septembre 2021 (dans sa version modifiée, la « **convention de crédit renouvelable** »), nous avons accès à : a) une facilité de crédit renouvelable de 1 205,0 M\$ (montant disponible en dollars canadiens et en dollars américains) et des facilités de crédit renouvelable d'un montant total de 75,0 M\$ US (montant disponible en dollars américains) (collectivement, la « **facilité de crédit renouvelable** ») et b) un emprunt à terme de 500,0 M\$ (la « **facilité d'emprunt à terme A** »). La facilité de crédit renouvelable et la facilité d'emprunt à terme A portent intérêt au TIOL ou au taux des acceptations bancaires majoré de 1,500 % à 2,250 % ou, encore, au taux préférentiel du Canada ou des États-Unis majoré de 0,500 % à 1,250 %. La facilité de crédit renouvelable et la facilité d'emprunt à terme A sont garanties par des hypothèques grevant certains biens, une convention de sûreté générale visant la totalité des actifs de GFL et de certaines filiales significatives et le nantissement des actions de ces filiales.

Au 30 septembre 2022, un montant de 874,0 M\$ avait été prélevé sur la facilité de crédit renouvelable (néant au 31 décembre 2021) et un montant de 500,0 M\$ avait été prélevé sur la facilité d'emprunt à terme A.

Notre convention de crédit renouvelable contient une clause restrictive de nature financière prévoyant le maintien d'un ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté et d'un ratio de couverture des intérêts (chacun étant défini dans la convention de crédit renouvelable).

Le ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté doit être maintenu à un niveau égal ou inférieur à 6,00 pour 1,00 pendant une période de quatre trimestres financiers complets suivant la réalisation d'une acquisition significative et, à tout autre moment, un ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté égal ou inférieur à 5,75 pour 1,00 doit être maintenu. Le ratio de couverture des intérêts doit être égal ou supérieur à 3,00 pour 1,00. Au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021, nous respectons ces clauses restrictives.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre trésorerie et des montants disponibles aux termes de notre facilité de crédit renouvelable aux dates indiquées :

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2022	Au 31 décembre 2021
Trésorerie disponible	237,4 \$	190,4 \$
Montants disponibles aux termes de la facilité de crédit renouvelable ¹⁾	195,5	800,6
	<u>432,9 \$</u>	<u>991,0 \$</u>

1) Les montants disponibles aux termes de la facilité de crédit renouvelable correspondent à la capacité globale de la facilité de crédit renouvelable, moins les montants prélevés et les lettres de crédit.

Obligations contractuelles

Nos obligations contractuelles se composent de remboursements de principal et d'intérêts sur la dette à long terme, d'emprunts grevant du matériel, de contrats de location simple et de billets amortissables. Le tableau suivant présente nos obligations contractuelles au 30 septembre 2022 :

(en millions de dollars)	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Par la suite
Dette à long terme	9 378,8 \$	18,0 \$	3 463,5 \$	2 059,4 \$	3 837,9 \$
Intérêts sur la dette à long terme	1 972,7	454,1	856,7	448,1	213,8
Obligations locatives	497,3	45,5	122,0	155,5	174,3
Autres	75,1	0,2	—	74,9	—
Billets amortissables	31,4	31,4	—	—	—
	<u>11 955,3 \$</u>	<u>549,2 \$</u>	<u>4 442,2 \$</u>	<u>2 737,9 \$</u>	<u>4 226,0 \$</u>

Autres engagements

Nous avons des lettres de crédit en cours totalisant environ 238,3 M\$ au 30 septembre 2022 (199,5 M\$ au 31 décembre 2021), qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers intermédiaires. Ces lettres de crédit ont principalement trait aux exigences en matière de rendement en vertu de nos contrats municipaux et aux garanties financières émises à des organismes gouvernementaux à l'égard de nos permis d'exploitation.

Au 30 septembre 2022, nous avons émis des cautionnements de bonne exécution totalisant 1 492,2 M\$ (1 748,1 M\$ au 31 décembre 2021).

5. Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats de nos activités pour les huit derniers trimestres clos aux dates suivantes :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
	2022	2022	2022 ¹⁾	20 21 ¹⁾	2021 ¹⁾	2021 ¹⁾	2021 ¹⁾	2020 ²⁾
Sommaire financier								
Produits	1 831,2 \$	1 707,5 \$	1 401,4 \$	1 439,6 \$	1 381,3 \$	1 216,1 \$	1 099,6 \$	1 235,6 \$
BAIIA ajusté ³⁾	473,3	453,3	354,4	375,7	399,6	337,8	297,7	311,2
Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies ⁴⁾	(183,7)	82,6	137,0	(82,0)	(316,1)	54,4	(283,7)	(594,2)
Bénéfice (perte) par action ⁴⁾	(0,55)	0,17	0,32	(0,26)	(0,91)	0,12	(0,82)	(1,69)

1 Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

2 Le trimestre clos le 31 décembre 2020 n'a pas été présenté de nouveau du fait de l'abandon des activités de GFL Infrastructure (se reporter à ce sujet à la note 18 des états financiers intermédiaires).

3 Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

4 Après la publication initiale de nos états financiers intermédiaires consolidés pour les trois premiers trimestres de 2021, GFL a déterminé que la perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat ne doit pas être traitée comme une différence temporaire aux fins de l'impôt sur le résultat différé. Par conséquent, pour corriger cette erreur non significative, le passif d'impôt sur le résultat différé, le recouvrement d'impôt sur le résultat, la (perte nette) bénéfice net et la (perte nette) bénéfice net par action ont changé de la manière suivante : a) pour le trimestre clos le 31 mars 2021, le passif d'impôt sur le résultat a augmenté de 55,8 M\$ et le recouvrement d'impôt sur le résultat a diminué du même montant, ce qui a entraîné une augmentation de 55,8 M\$ de la perte nette découlant des activités poursuivies et de 0,16 \$ de la perte nette par action ; b) pour le trimestre clos le 30 juin 2021, le passif d'impôt sur le résultat a diminué de 37,3 M\$ et le recouvrement d'impôt sur le résultat a augmenté du même montant, ce qui a entraîné une augmentation de 37,3 M\$ du bénéfice net découlant des activités poursuivies et de 0,11 \$ du bénéfice net par action et c) pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, le passif d'impôt sur le résultat a augmenté de 64,7 M\$ et le recouvrement d'impôt sur le résultat a diminué du même montant, ce qui a entraîné une augmentation de 64,7 M\$ de la perte nette découlant des activités poursuivies et une augmentation de 0,18 \$ de la perte nette par action.

Au cours des huit derniers trimestres, nos résultats ont principalement été touchés par nos initiatives en matière de tarification, le contrôle des coûts et le levier d'exploitation en général à mesure que les volumes se sont redressés, ainsi que par les acquisitions et les activités de financement connexes. En outre, le caractère saisonnier des activités a une incidence sur nos résultats, et ceux-ci tendent à être plus faibles au premier trimestre de l'exercice, en raison principalement des conditions hivernales, qui sont difficiles au Canada, et plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, en raison de l'augmentation du volume de déchets générés au cours de l'été dans bon nombre de nos marchés des déchets solides. Nos résultats ont également subi l'incidence des mesures prises par les gouvernements américain et canadien en réaction à la COVID-19 au début du deuxième trimestre de 2020. Au cours du premier semestre de 2021, ces mesures ont été levées ou assouplies dans de nombreux États américains, ce qui a donné lieu à une rapide reprise économique dans les marchés que nous desservons. Au début de 2022, un grand nombre de mesures qui avaient été prises par les administrations locales et les gouvernements provinciaux au Canada ont également été levées ou assouplies.

6. Principaux facteurs de risque

Nous sommes exposés à un certain nombre de risques du fait des objectifs stratégiques que nous poursuivons et de la nature de nos activités; ils sont énumérés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle. Nous sommes également assujettis aux risques financiers suivants :

Instruments financiers et risque financier

Nos instruments financiers se composent de la trésorerie, des créances clients, des dettes fournisseurs, de la dette à long terme, y compris des instruments de couverture connexes, et des unités de capitaux propres corporels. La valeur comptable de nos actifs financiers est équivalente à leur juste valeur.

À l'exception de nos billets garantis et non garantis libellés en dollars américains en circulation (les « **billets** ») et de nos billets amortissables, la valeur comptable de nos passifs financiers avoisine leur juste valeur. Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs de ces instruments pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Juste valeur au 30 septembre 2022			Juste valeur au 31 décembre 2021		
	Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée observables importantes (niveau 3)	Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée observables importantes (niveau 3)
Billets	— \$	5 461,3 \$	— \$	— \$	5 808,3 \$	— \$
Billets amortissables	31,2	—	—	70,4	—	—

Les contrats d'achat et les instruments dérivés nets, qui sont comptabilisés à la juste valeur, sont classés dans le niveau 1 et le niveau 2, respectivement.

Pour d'autres précisions sur nos instruments financiers, y compris les contrats de couverture, et les facteurs de risque financier connexes, se reporter à nos états financiers intermédiaires, nos états financiers annuels et notre rapport de gestion annuel.

7. Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Ainsi, même les contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard de l'information financière réputés efficaces peuvent uniquement fournir une assurance raisonnable de l'atteinte de leurs objectifs de contrôle à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers. La direction, sous la supervision de son chef de la direction et de son chef des finances, est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne approprié à l'égard de l'information financière de GFL, qui vise à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés selon les IFRS. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de GFL qui a eu, ou qui aurait raisonnablement pu avoir, une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

8. Autres

Transactions entre parties liées

Après le paiement du versement semestriel de 3,5 M\$, le principal résiduel impayé relativement au billet à payer à Josaud Holdings Inc. (une entité liée à Patrick Dovigi) se chiffrait à 3,5 M\$ au 30 septembre 2022 (10,5 M\$ au 31 décembre 2021).

Après le paiement du versement semestriel de 2,9 M\$, le principal résiduel impayé relativement au billet à payer à Sejosa Holdings Inc. (une entité liée à Patrick Dovigi) se chiffrait à 14,5 M\$ au 30 septembre 2022 (20,3 M\$ au 31 décembre 2021).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, nous avons effectué des paiements de loyers totalisant 1,6 M\$ et 4,0 M\$ (1,0 M\$ et 2,9 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021) à des parties liées.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, nous avons conclu des transactions avec GIP qui ont généré des produits de 10,2 M\$ et de 13,9 M\$ (néant pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021) et des créiteurs nets de 2,5 M\$ au 30 septembre 2022 (néant au 31 décembre 2021).

Renseignements courants sur les actions

Notre capital social autorisé est constitué i) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne, ii) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple et iii) d'un nombre illimité d'actions privilégiées.

Au 30 septembre 2022, nous avons 331 591 109 actions à droit de vote subalterne, 11 812 964 actions à droit de vote multiple, 28 571 428 actions privilégiées perpétuelles de série A (les « **actions privilégiées de série A** ») et 8 196 721 actions privilégiées convertibles perpétuelles de série B (les « **actions privilégiées de série B** ») émises et en circulation. Les actions privilégiées de série A et les actions privilégiées de série B sont appelées collectivement les « **actions privilégiées** ». Toutes les actions à droit de vote multiple émises et en circulation sont détenues ou contrôlées, directement ou indirectement, par des entités contrôlées par Patrick Dovigi.

Au 30 septembre 2022, a) les actions privilégiées de série A pouvaient être converties en 27 361 287 actions à droit de vote subalterne, à un prix de conversion de 25,20 \$ US, ce qui représente 7,5 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation et 5,7 % de l'ensemble des droits de vote en circulation, et b) les actions privilégiées de série B pouvaient être converties en 7 160 486 actions à droit de vote subalterne, à un prix de conversion de 43,92 \$ US, ce qui représente 2,0 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation et 1,5 % de l'ensemble des droits de vote en circulation. Les porteurs des actions privilégiées ont le droit de voter, comme si la conversion avait eu lieu, à l'égard de toutes les questions soumises au vote des porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple et, dans la mesure du possible, voteront avec les porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple comme une seule catégorie. Chaque porteur d'actions privilégiées est réputé détenir, aux seules fins du vote lors de toute assemblée des actionnaires de GFL à laquelle il a droit de voter, le nombre d'actions privilégiées correspondant au nombre d'actions subalternes à droit de vote subalterne dans lesquelles les actions privilégiées enregistrées de ce porteur sont convertibles à la date de clôture des registres aux fins de la détermination des actionnaires ayant le droit de voter à cette assemblée des actionnaires. La priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées de série A et aux actions privilégiées de série B donne lieu à une désactualisation au taux annuel de 7,000 % et de 6,000 %, respectivement, composé trimestriellement. À compter du quatrième anniversaire de l'émission des actions privilégiées, GFL aura l'option, chaque trimestre, de racheter un certain nombre d'actions privilégiées d'un montant égal à l'augmentation de la priorité en cas de liquidation pour le trimestre. Ce montant de rachat optionnel peut être réglé en trésorerie ou en actions à droit de vote subalterne, au choix de GFL. Si GFL choisit de payer en trésorerie le montant du rachat optionnel pour un trimestre donné, le taux de désactualisation pour ce trimestre pour les actions privilégiées de série A et les actions privilégiées de série B sera de 6,000 % et de 5,000 % par année, respectivement. Les actions privilégiées sont assujetties à des restrictions de transfert, mais elles peuvent être converties en actions à droit de vote subalterne par le porteur en tout temps. GFL peut également demander la conversion ou le rachat des actions privilégiées à une date antérieure, dans certaines circonstances.

Au 30 septembre 2022, nous détenions 11 698 543 contrats d'achat en circulation qui pouvaient être convertis en 25 663 094 actions à droit de vote subalterne, selon un taux de conversion minimum de 2,1937.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 10 mai 2022, la TSX a accepté notre avis d'intention visant la mise en œuvre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« **offre publique de rachat** ») au cours de la période de douze mois débutant le 12 mai 2022 et prenant fin le 11 mai 2023. Aux termes de l'offre publique de rachat, un nombre maximal de 16 510 694 actions à droit de vote subalterne peuvent être rachetées par GFL, ce qui représente environ 5,0 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation au 6 mai 2022. Les rachats seront effectués en menant des transactions sur le marché libre à la TSX et à la NYSE ou sur d'autres systèmes de négociation admissibles, ou par d'autres moyens autorisés par une autorité en valeurs mobilières. Aux termes de l'offre publique de rachat, GFL pourra racheter quotidiennement, par l'intermédiaire de la TSX, un nombre maximal de 85 481 actions à droit de vote subalterne, ce qui représente 25 % du volume des opérations quotidien moyen, calculé conformément aux règles de la TSX pour la période de six mois commençant le 1^{er} novembre 2021 et se terminant le 30 avril 2022. Toutes les actions à droit de vote subalterne rachetées par GFL aux termes de l'offre publique de rachat seront annulées. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, nous n'avons racheté aucune action à droit de vote subalterne aux termes de l'offre. Un exemplaire de l'avis de GFL annonçant son intention de mettre en œuvre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'intermédiaire de la TSX peut être obtenu sans frais en communiquant avec GFL.

Renseignements supplémentaires

Des renseignements supplémentaires à l'égard de GFL, y compris nos plus récents rapports annuels et trimestriels, sont accessibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov/edgar.

9. Méthodes comptables, estimations et jugements comptables critiques

Nous préparons nos états financiers intermédiaires conformément aux IFRS. Nos principales méthodes comptables et nos estimations, hypothèses et jugements comptables principaux sont présentés dans les états financiers annuels.

Estimations, hypothèses et jugements comptables principaux

La préparation de nos états financiers intermédiaires exige que la direction formule des estimations et des jugements influant sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs, des passifs et des informations à fournir connexes. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer des montants estimés à mesure que surviennent des événements déterminants. Les estimations et jugements importants utilisés dans le cadre de la préparation de nos états financiers intermédiaires sont décrits dans nos états financiers annuels.

Depuis la date de notre rapport de gestion annuel, aucun changement significatif n'a été apporté aux estimations, hypothèses et jugements comptables principaux. Se reporter à la rubrique « Principales estimations, hypothèses et jugements comptables critiques » de notre notice annuelle.

Actifs liés aux sites d'enfouissement

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la dotation à l'amortissement liée à nos sites d'enfouissement, par tonne, pour les périodes indiquées :

	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022	Exercice clos le 31 décembre 2021
Amortissement de la capacité des sites d'enfouissement (en millions de dollars)	80,9 \$	209,6 \$	230,4 \$
Tonnes reçues (en millions de tonnes)	5,9	15,8	17,9
Amortissement moyen des sites d'enfouissement, par tonne (en dollars)	13,7 \$	13,3 \$	12,9 \$

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, l'amortissement de la capacité des sites d'enfouissement exclut un montant de 7,8 M\$ qui correspond à l'écart entre le montant de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, calculé au moyen d'un taux d'actualisation sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit, exigé pour l'évaluation de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations dans le cadre de la comptabilisation du prix d'achat, et le montant calculé au taux d'actualisation sans risque exigé pour les évaluations trimestrielles. Cet ajustement comptable n'a pas d'incidence sur les facteurs économiques liés à l'amortissement moyen des sites d'enfouissement par tonne.

Capacité des sites d'enfouissement

Au 30 septembre 2022, la capacité autorisée restante était de 306,0 millions de tonnes (319,5 millions de tonnes au 31 décembre 2021) pour les sites d'enfouissement que nous possédons et le site d'enfouissement du Québec où nous avons accès à une capacité fixe. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la capacité autorisée a diminué en raison du dessaisissement de certains actifs post-fermeture, en partie contrebalancé par l'acquisition de sites d'enfouissement au moyen de regroupements d'entreprises. Au 30 septembre 2022, 17 de nos sites d'enfouissement répondaient aux critères pour faire l'objet d'une expansion probable de la capacité, ce qui représente une capacité additionnelle de 171,4 millions de tonnes. Considérée avec la capacité autorisée restante, notre capacité restante totale s'élevait à 477,4 millions de tonnes (484,4 millions de tonnes au 31 décembre 2021). En fonction de la capacité totale restante au 30 septembre 2022 et des volumes d'élimination annuels prévus, la durée de vie résiduelle moyenne pondérée des sites d'enfouissement que nous possédons et du site d'enfouissement du Québec où nous avons accès à une capacité fixe est d'environ 26,3 ans (26,1 ans au 31 décembre 2021). D'autres occasions d'expansion pourraient prolonger la durée de vie résiduelle moyenne pondérée de nos sites d'enfouissement.

10. Mesures non conformes aux normes IFRS et indicateurs clés du rendement

Le présent rapport de gestion contient des références à certaines mesures non conformes aux normes IFRS, dont le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté. Ces mesures ne sont pas reconnues par les normes IFRS, n'ont pas de signification normalisée prescrite par les normes IFRS, et il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de notre information financière présentée en vertu des normes IFRS. Nous les utilisons pour fournir aux investisseurs une mesure additionnelle de notre performance opérationnelle et pour faire ressortir les tendances se rapportant à nos principales activités qui pourraient ne pas être apparentes lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières conformes aux normes IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties concernées ont fréquemment recours aux mesures non conformes aux normes IFRS pour évaluer les émetteurs. Notre direction a également recours aux mesures non conformes aux normes IFRS pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle d'une période à l'autre, pour préparer les prévisions et budgets d'exploitation annuels et pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

BAIIA

Le BAIIA représente, pour la période applicable, le bénéfice net (la perte nette) découlant des activités poursuivies, majoré(e) a) des charges d'intérêts et autres charges financières et b) de l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs liés aux sites d'enfouissement et des immobilisations incorporelles et diminué(e) c) de la charge d'impôt sur le résultat, dans chaque cas dans la mesure où ils sont ajoutés ou déduits du résultat net découlant des activités poursuivies. Nous présentons le BAIIA pour aider le lecteur à comprendre le calcul du BAIIA ajusté. La direction n'utilise pas le BAIIA comme mesure de la performance financière.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est une mesure supplémentaire utilisée par la direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers, y compris nos prêteurs et les investisseurs, pour évaluer la performance financière de notre entreprise sans tenir compte des méthodes de financement ni de la structure du capital. Le BAIIA ajusté est également une mesure clé utilisée par la direction avant la réalisation de toute occasion d'investissement ou de financement stratégique. Par exemple, la direction utilise le BAIIA ajusté aux fins de la détermination de la valeur des acquisitions, des occasions d'expansion et des cessions. Par ailleurs, les institutions financières utilisent le BAIIA ajusté pour mesurer la capacité d'emprunt. On obtient le BAIIA ajusté en ajoutant ou en déduisant, selon le cas en fonction du BAIIA, les charges, frais, coûts ou prestations suivants engagés durant la période présentée et qui, de l'avis de la direction, ne sont pas indicatifs de la performance sous-jacente de l'entreprise ou ont une incidence sur la capacité d'évaluer la performance opérationnelle de notre entreprise, notamment : a) (le profit) la perte de change, b) (le profit) la perte à la vente d'immobilisations corporelles, c) (le profit) la perte lié(e) à la valeur de marché sur les contrats d'achat, d) la quote-part du bénéfice net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, e) les paiements fondés sur des actions, f) la dépréciation, g) le profit (la perte) lié à un dessaisissement, h) les coûts de transaction et i) les coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration (compris dans le coût des ventes lié aux activités d'acquisition). Nous utilisons le BAIIA ajusté pour permettre la comparaison de notre rendement opérationnel de façon cohérente en reflétant les facteurs et les tendances qui ont une incidence sur notre entreprise. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, nous avons déduit notre quote-part du bénéfice net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et avons apporté un ajustement pour tenir compte d'une perte de valeur liée à des actifs détruits dans un incendie au cours du trimestre. À mesure que nous développons nos activités, nous pourrions devoir composer avec de nouveaux événements ou circonstances qui ne sont pas représentatifs de la performance sous-jacente de nos activités ou qui nuisent à la capacité d'évaluer notre performance opérationnelle.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté représente le BAIIA ajusté divisé par les produits. La direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers, y compris nos prêteurs et nos investisseurs, utilisent la marge du BAIIA ajusté afin de faciliter la comparaison de la performance opérationnelle de chacun de nos secteurs opérationnels sur une base cohérente qui reflète les facteurs et les tendances touchant nos activités.

Rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net (de la perte nette) découlant des activités poursuivies

Les tableaux qui suivent contiennent un rapprochement de notre (perte nette) bénéfice net découlant des activités poursuivies avec le BAIIA et le BAIIA ajusté pour les périodes indiquées, compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été présenté dans les activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Trimestre clos le 30 septembre 2021 ¹⁾
Perte nette découlant des activités poursuivies ²⁾	(183,7) \$	(316,1) \$
Ajouter :		
Charges d'intérêts et autres charges financières	136,2	96,6
Amortissement des immobilisations corporelles	264,0	222,3
Amortissement des immobilisations incorporelles	124,2	112,2
Recouvrement d'impôt sur le résultat ²⁾	(75,8)	(39,5)
BAIIA	264,9	75,5
Ajouter :		
Perte de change ³⁾	195,3	111,6
(Profit) perte à la vente d'immobilisations corporelles	(5,7)	1,9
(Profit) perte lié(e) à la valeur de marché sur les contrats d'achat ⁴⁾	(10,3)	208,6
Quote-part du bénéfice net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(9,2)	—
Paielements fondés sur des actions ⁵⁾	13,4	9,8
Perte de valeur	3,4	—
Perte (profit) au dessaisissement ⁶⁾	1,6	(31,4)
Coûts de transaction ⁷⁾	13,6	17,8
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration ⁸⁾	6,3	5,8
BAIIA ajusté	473,3 \$	399,6 \$

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021 ¹⁾
Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies ²⁾	35,9 \$	(545,3) \$
Ajouter :		
Charges d'intérêts et autres charges financières	340,7	327,6
Amortissement des immobilisations corporelles	732,1	637,9
Amortissement des immobilisations incorporelles	382,1	331,7
Recouvrement d'impôt sur le résultat ²⁾	(145,5)	(95,3)
BAIIA	1 345,3	656,6
Ajouter :		
Perte de change ³⁾	249,3	35,3
(Profit) perte à la vente d'immobilisations corporelles	(10,1)	3,0
(Profit) perte lié(e) à la valeur de marché sur les contrats d'achat ⁴⁾	(391,4)	319,6
Quote-part du bénéfice net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(14,5)	—
Paielements fondés sur des actions ⁵⁾	38,2	28,4
Dépréciation	12,5	—
Profit au dessaisissement ⁶⁾	(4,9)	(66,9)
Coûts de transaction ⁷⁾	36,9	43,2
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration ⁸⁾	19,7	15,9
BAIIA ajusté	1 281,0 \$	1 035,1 \$

- 1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).
- 2) Après la publication initiale des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 septembre 2021, nous avons déterminé que la perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat ne doit pas être traitée comme une différence temporaire aux fins de l'impôt sur le résultat différé. Par conséquent, pour corriger cette erreur non significative, le recouvrement d'impôt sur le résultat a fait l'objet de réductions de 64,7 M\$ et de 83,2 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021.
- 3) Se compose i) de profits et de pertes hors trésorerie sur des swaps de devises et de taux d'intérêt conclus dans le cadre de nos instruments d'emprunt, ii) de profits et de pertes attribuables aux fluctuations des taux de change.
- 4) Il s'agit d'un élément hors trésorerie qui correspond à l'ajustement à la valeur de marché de la juste valeur des contrats d'achat.
- 5) Il s'agit d'un élément hors trésorerie qui correspond à l'amortissement de la juste valeur estimative des options sur actions attribuées à certains membres de la direction en vertu de régimes d'options sur actions.
- 6) Se compose d'une perte ou d'un profit découlant du dessaisissement de certains actifs.
- 7) Se composent des coûts d'acquisition, d'intégration et autres coûts, tels que des honoraires juridiques, des frais de consultation et d'autres honoraires et charges engagés dans le cadre d'acquisitions et d'activités de financement conclues au cours de la période. Nous prévoyons engager des coûts semblables dans le cadre d'autres acquisitions dans l'avenir; conformément aux normes IFRS, ces coûts liés aux acquisitions sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés et ne sont pas inscrits à l'actif. Ils sont compris dans les frais de vente et charges générales et administratives.
- 8) Comprennent les coûts liés au remplacement de la marque sur le matériel acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises. Nous nous attendons à engager des coûts semblables dans l'avenir dans le cadre d'autres acquisitions. Ces coûts font partie du coût des ventes.